

Articles de Presse sur l'écologie et la politique

Quand le principe de précaution déstabilise le rationalisme à la française.....	2
Le Monde 22 mai 2010	2
Apprendre à vivre sur la planète Pandora,.....	4
Le Monde 12 janvier 2010	4
Universitaires encore un effort pour être autonomes	5
Le Monde 25 février 2009	5
Pauvre principe de précaution	7
Le Monde 7 11 2007	7
Une politique enfin radicale.....	9
Le Monde 5 mai 2007	9
L'avenir du principe de précaution,	10
Le Monde 12-13 Juin 2004	10
Pourquoi Marianne n'a plus de lait ?.....	12
Le Monde 27 septembre 2003	12
Nouveaux territoires, nouveaux Sénats	15
Le Monde 10 janvier 2003	15
12 Thèses pour sauver les Verts d'eux-mêmes.....	17
Le Monde 6 12 2001	17
José Bové est-il un vandale ?	20
Le Monde 12 11 2001	20
La sagesse des vaches folles.	22
Le Monde 14 11 2000	22
Prenons garde au principe de précaution.....	24
Le Monde 3 1 2000	24
La nouvelle querelle des universaux (avec T Nathan et I Stengers)....	26
Le Monde 3 2 2000	26

Quand le principe de précaution déstabilise le rationalisme à la française

Le Monde 22 mai 2010

On a beaucoup moqué les erreurs et approximations scientifiques de Claude Allègre, mais nul ne semble s'offusquer de ses « erreurs » et « approximations » politiques. On fait comme s'il avait tort scientifiquement de ne pas se soumettre au jugement de ses pairs, sans s'apercevoir qu'il est insolite de transmettre autant de ragots sur l'écologie, ses intentions, ses valeurs, ses tentatives, sans se « soumettre » au jugement de ces autres « pairs » que sont les politiques — militants, activistes, administrateurs, citoyens intéressés. Or, si le front de recherche dans tous les domaines controversés du bouleversement climatique est infiniment varié, il en est de même du « front de recherche et d'expérimentation » multiforme de l'immense mouvement global d'écologie politique. Si l'on ne souligne pas la légèreté politique d'Allègre avec autant d'allégresse que sa légèreté scientifique, c'est que notre Ministre Savant incarne encore, sous une forme évidemment très dégradée, l'idéal d'une République fondée en Raison. Selon cet idéal, l'action politique suit les lois de la Science (toujours en majuscule), que celles-ci proviennent de la physique, de la biologie ou de l'économie. « Donnez-nous les lois indiscutables de la Science et nous en déduirons les décisions indiscutables de la politique ». Dans cette optique, seule compte l'exactitude de la représentation scientifique du monde ; peu importe les lacunes de la représentation politique puisque celle-ci ne fait qu'appliquer ce qu'on sait par ailleurs. Si l'origine humaine du réchauffement global est prouvée, on agira sans se poser plus de questions ; si l'origine du bouleversement climatique est incertaine, on se gardera de toute action ! On comprend bien la capacité de nuisance des climatosceptiques : avec un grain de scepticisme vous pouvez freiner tout un train de décisions politiques. Mais on comprend aussi l'inexpiable haine que suscite le principe de précaution chez tous ceux qui rêvent de revenir à une République fondée en Raison : ce principe, en effet, brise le lien de nécessité entre connaissance indiscutable et action politique indiscutable. Il oblige à vivre entre deux incertitudes, celles de la recherche (à ne pas confondre avec la Science) et celles de l'action tâtonnante (à ne pas confondre avec l'application de lois indiscutables). Le principe de précaution brise le rêve de cette fonction que le monde entier nous envie : le technocrate français (ou le Savant Ministre) capable d'incarner à la fois l'indiscutable savoir sur les lois de la science et l'indiscutable certitude sur les lois du bien commun (en y ajoutant, pour faire bon poids, les règles inflexibles de l'administration). Cette fusion de la Science, de la Politique et de l'Etat a fonctionné cahin-caha tant qu'il n'y avait pas trop de débats du côté des savants et pas trop de controverses du côté des citoyens. Mais aujourd'hui, cette prétention du technocrate à incarner simultanément la Science et la Politique permet de court-circuiter deux fois l'expérimentation : « Je ne dis rien en politique qui ne soit assuré scientifiquement (mais ne me demandez pas de le prouver) et je ne dis rien en science qui ne soit assuré politiquement (mais ne me demandez pas non plus de le prouver). » Au lieu d'une double représentation, nous n'avons plus qu'un double arbitraire. On invente alors une étrange forme d'épistémologie : « Est vrai politiquement et

scientifiquement tout ce que je dis ; est faux politiquement et scientifiquement tout ce que disent mes adversaires. » Le rationalisme ne pouvait pas tomber plus bas. À la décharge d'Allègre, il faut avouer que ceux qu'il attaque avec une si évidente mauvaise foi, se sont souvent placés dans une position intenable. C'est qu'ils ont prétendu, eux aussi, lier Science et Politique mais à la manière des experts. Or, l'expert, on s'en aperçoit enfin grâce au « climategate », accepte une mission impossible. D'un côté, il doit résumer pour le bénéfice des politiques un immense front de recherche étonnamment varié en quelques certitudes grossières et, de l'autre côté, résumer pour le bénéfice des chercheurs, en quelques demandes grossièrement simplifiées, l'immense expérimentation politique de milliards de gens. Et dans quel but ? Celui de permettre aux hommes politiques de se dissimuler derrière les « résultats des expertises » pour ne pas assumer des décisions impopulaires. L'expert est ainsi celui qui parvient à vider la science de toute incertitude sur la recherche et la politique de toute recherche expérimentale du bien commun, tout cela pour éviter aux politiques de faire leur métier... Trois siècles de rationalisme pour en arriver là ! L'échec de Copenhague s'explique-t-il autrement que par le caractère insupportable d'une injonction qui ne respecterait ni l'incertitude de la recherche, ni celle de la politique ? Exit les experts. Et surtout qu'on ne nous en propose pas d'autres, encore plus tranchants, encore plus indiscutables. Allègre est passé par là : sous les sabots de son cheval l'herbe ne repoussera plus. La tentation est grande de vouloir à nouveau « bien séparer » la science et la politique pour qu'elles « ne se mélangent plus ». Mais comment voulez-vous réussir cette nouvelle partition sur des sujets qui mobilisent des dizaines de disciplines, qui portent sur des échelles de temps immenses, qui font chacune l'objet de controverses virulentes et, surtout, dont les conséquences interfèrent avec les intérêts de tous les secteurs économiques et de toutes nos habitudes au point de concerner tout le monde et même tout LE monde ? Science et politique sont maintenant coextensives. Les séparer de nouveau n'a pas plus de sens que de diviser la mer avec une épée. Puisqu'il faut bien relier science et politique autant les relier « bien » —je veux dire convenablement. Est-il si absurde de s'appuyer non plus sur la Science mais sur la recherche et sur l'expérimentation ? De se fier enfin au principe de précaution en acceptant de découpler la recherche de la connaissance objective et celle de l'action commune ? Les Français sont adultes : ils peuvent parfaitement comprendre que les certitudes fragiles et provisoires de la recherche s'ajoutent aux certitudes fragiles et provisoires de l'action publique. Par exemple, nous avons parfaitement le droit de décider politiquement d'établir un lien de causalité entre les bouleversements climatiques et l'action humaine parce que nous avons reconnu collectivement que c'était le moyen le plus sûr de nous garantir contre des dangers encore incertains. Ce qui nous permettra d'accumuler, en parallèle, sur de longues périodes, assez de connaissances pour le prouver ensuite —ou le remettre en cause. Une fois prise cette décision (oui, c'est bien une décision), les climatosceptiques ne sont pas « irrationnels », ce sont simplement des adversaires politiques, parfaitement respectables —mais qu'il faut combattre tout en poursuivant les recherches. Pourquoi s'interdire de marcher sur deux jambes et ne pas ajouter à la recherche d'une représentation exacte de la vérité objective la recherche d'une représentation fidèle du bien commun ? Rationalistes, encore un effort pour fonder la République, mais cette fois-ci

sur une courbe d'apprentissage qui relie l'action à la connaissance autrement que par la quête de l'indiscutable.

Apprendre à vivre sur la planète Pandora,

Le Monde 12 janvier 2010

Charte de l'environnement, article 4 qui a maintenant valeur constitutionnelle : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage ». Le récent film de James Cameron, AVATAR, offre un commentaire particulièrement frappant de cet objet non identifié qu'on appelle depuis une vingtaine d'année « le principe de précaution ». En effet, le complexe militaro-industriel qui exploite sans remords apparent les ressources de la planète Pandora applique un principe exactement contraire de totale indifférence aux conséquences lointaines de ses actions. Pillons d'abord, on discutera plus tard. Ou plus exactement un principe de connaissance certaine : je sais, donc je n'ai pas —ou plus— à apprendre. « Je sais quelle est la véritable valeur de la planète (le minerai qui fait sa richesse et que les sauvages ignorants n'exploitent même pas) et j'agis donc en conséquence. Je sais que la planète Pandora comme la Terre ne peut qu'être inanimée, et donc je peux agir pour détruire les obstacles qui gênent l'exploitation sans avoir à prendre aucune précaution particulière. » La suite est tragique: pour une fois les cowboys perdent, les Indiens gagnent. Pandora rétablit l'équilibre à son profit, et se défait des encombrants pionniers qui ont refusé d'apprendre à composer avec elle. C'est qu'entre temps, Jake, le héros paraplégique, a basculé du côté des Sauvages en trahissant les siens. Quant aux modernisateurs fous, ils se retirent la queue basse sur leur planète invivable. Il faut abandonner la Frontière. Seul Jake, le traître sauveur, celui qui a accepté de tout réapprendre, demeure sur Pandora mais parce qu'il accepte d'échanger son corps d'infirme au profit de son avatar. Cette mutation est une question de survie. Il y aurait quelque exagération à faire de Jacques Chirac la préfiguration de Jake... Et pourtant quelle surprise de voir ce président complètement immobile introduire dans la Constitution, tout en haut de la hiérarchie des normes, en 2005, une mutation aussi bizarre de la philosophie politique usuelle : l'action précéderait la connaissance ; l'action ne se déroulerait pas toujours en situation de complète connaissance ; il faudrait apprendre de son expérience tâtonnante ; seule l'analyse méticuleuse des conséquences de l'action permettrait dorénavant de remettre en cause les décisions initiales. Je crois vraiment que l'introduction du principe de précaution est un signal aussi important d'un changement d'époque que la grande dramaturgie du film de Cameron : si nous ne nous équipons pas d'une autre façon de penser —d'un autre avatar— nous ne pourrions pas survivre. Le temps de l'avancée inéluctable du progrès est terminé : il nous faut réussir à conjindre deux passions opposées jusque là : le goût de l'innovation et celui de la précaution. On comprend que le principe de précaution suscite les interprétations les plus diverses et les inimitiés les plus fortes. C'est qu'il a,

comme le mythe de Cameron, toute l'ambiguïté d'un symptôme. C'est ce qui explique qu'il reste indéchiffrable aussi bien par ceux qui veulent l'appliquer à tout que par leurs adversaires qui veulent l'effacer de la Constitution. Les premiers en font un principe d'inertie et d'abstention : tant que nous ne sommes pas absolument certains qu'il n'y a pas de risque, nous devons refuser d'introduire quelque innovation que ce soit. Les seconds en font une barrière à la créativité qu'il faut lever d'abord : tant que nous ne sommes pas absolument certains qu'il y a un risque, il n'y a aucune raison de nous arrêter d'innover. Les deux camps sont d'accord au moins sur une chose : l'action n'est possible qu'après la connaissance absolue. Or, ce que nie le principe de précaution c'est justement qu'il faille attendre une connaissance absolue pour agir. Nous sommes obligés d'agir d'abord, à tâtons, pour pouvoir ensuite réviser nos certitudes. Oui, il faut bien l'admettre, ce principe est relativiste : l'action ne peut jamais être fondée sur une connaissance préalable complète et totale. Ce n'est pas dans cinquante ans, quand nous aurons enfin la connaissance pleine et entière des causes du réchauffement climatique, qu'il convient d'agir, mais maintenant fut-ce en l'absence de certitudes absolues. Pour tout dire, le principe de précaution devrait plutôt s'appeler principe d'expérimentation collective. Son application repose en effet sur la rapidité avec laquelle une société se donne les moyens d'apprendre des conséquences inattendues de ses actions. C'est donc un principe de vigilance, d'attention à l'enquête, de construction de capteurs idoines, de révision rapide des hypothèses. Bref, un principe éminemment scientifique. A condition de définir la science par l'enquête collective et non par la Raison avec un grand R. Ce qui explique peut-être pourquoi seule la République française a trouvé bon d'inscrire ce principe de pur bon sens au fronton de ses valeurs suprêmes : aucune autre nation ne s'était définie à ce point par le culte de la Raison. En ce sens oui, il s'agit d'un geste irréparable de réparation pour lever un obstacle que les Français avaient mis dans la définition de leur vie commune: l'attente d'une connaissance absolue pour se décider à agir. N'oublions pas que dans AVATAR, Jake n'est pas un obscurantiste : c'est lui — aidé des anthropologues et des biologistes— qui enquête avec soin sur l'écosystème si fragile que les tenants de l'absolu et de la Raison veulent simplement exploiter. Attention, Jacques —pardon Jake— mutation en cours...

Universitaires encore un effort pour être autonomes

Le Monde 25 février 2009

Vous souvenez-vous du temps où la gauche défilait pour le changement ? Où les intellectuels n'essayaient pas encore de mimer les chauffeurs de taxis dans la défense obstinée du statu quo ? La querelle de l'Université fournit peut-être une occasion de reprendre les bonnes habitudes et de rejoindre enfin le parti du mouvement. Pour l'instant la situation est bloquée, semble-t-il, par la volonté de défendre ou d'attaquer « l'autonomie ». Ô autonomie, que de crimes ne se prépare-t-on à commettre en ton nom ! Avez-vous remarqué cette chose amusante que l'un des camps défend l'autonomie de la Science avec un grand *esse* et attaque l'autonomie de l'Université, alors qu'on accuse l'autre de vouloir violer l'autonomie de la Science en défendant l'autonomie de l'institution ? Comme si l'on pouvait séparer le destin du savoir de la machinerie qui seule peut le produire ! Ou

vous demandez l'autonomie pour les deux ou vous la refusez pour les deux. A moins que ce ne soit la notion même d'autonomie qui ne veuille rien dire. L'inconvénient de cette notion vague, c'est qu'on risque de la confondre avec la tour d'ivoire, avec le corporatisme, avec le mandarinat de droit divin, voire avec la simple paresse. Il n'y a de savoir « autonome » que parce que ces savoirs ont su se lier par mille canaux à un vaste ensemble de pratiques dont ils reçoivent en échange leur subsistance et qu'ils nourrissent à leur tour. En ce sens, il n'y a jamais eu de science « autonome » ; toute l'histoire des sciences est là pour le montrer. Défendre l'autonomie pour elle-même c'est un peu comme de vouloir défendre les centres villes sans s'apercevoir qu'il n'y a de centre à protéger que parce qu'il y a des banlieues et de vastes hinterlands. L'autonomie des travailleurs de la preuve n'est pas plus une valeur absolue que celle des juges, des politiques, des artistes ou des experts : elle se mérite ou elle se perd en fonction des services rendus à l'ensemble du collectif. Peut-être serait-il temps de défendre « l'hétéronomie » des savoirs en posant cette simple question : avec qui voulez vous être reliés pour produire le plus librement les savoirs les plus avancés ? On pourrait alors se demander si la réforme de l'Université ne pêche pas plutôt par manque d'audace. Il serait peut-être bon que ceux qui se préoccupent des conditions d'existence de la pensée cherchent à la pousser plus loin. En quoi par exemple, le maintien des agrégations du supérieur permet-il de défendre « l'autonomie » des savoirs en droit, en économie ou en science politique ? Quelqu'un peut-il justifier la persistance étrange d'un CNU chargé d'évaluer à nouveau les thèses et les carrières des collègues à la place de ceux qui, dans les Universités, doivent travailler avec eux ? La distinction française, unique au monde, entre chercheurs et professeurs est-elle vraiment nécessaire à la défense de l'autonomie ? Ne pourrait-on pas plutôt, en unifiant ces deux métiers indissociables et en distribuant chaque année les charges librement en fonction des demandes de l'institution et des collègues, développer enfin cette liaison — cette hétéronomie — entre les sciences et son public d'étudiants ? Et sur toutes ces questions de choix des collègues, de répartition des tâches, d'évaluation des carrières, qui est le mieux placé sinon ceux qui, dans l'unité même de production des savoirs ont le plus à cœur la réussite de l'ensemble ? Comment peut-on sérieusement défendre l'autonomie des programmes de recherche et refuser celle de l'institution qui permet seule l'exercice de cette liberté ? Les universitaires ont tellement perdu le goût de la liberté qu'ils se sont mis à confondre la dépendance à l'Etat avec la garantie de l'excellence. Il est vrai qu'on ne peut leur en vouloir et que les tenants du néo-libéralisme ont perverti le mot même de liberté. Mais ce n'est pas parce que les sectateurs de la main visible et ceux de la main invisible se font une guerre de Grand Guignol, que les chercheurs ne devraient pas s'entendre entre eux et avec leurs étudiants pour faire avancer leurs affaires. Cela fait déjà plusieurs siècles que les gouvernements successifs, désespérés de ne pouvoir réformer l'Université, lui ajoutent des institutions de recherche : du Collège de France à l'EHESS, en passant par le CNRS et par des dizaines d'organismes nichés dans les différents Ministères, spécialisés dans un domaine et coupés à la fois de l'énergie des étudiants et de cette recherche de l'universel qui a donné son nom à l'Université. Est-il interdit de se demander s'il ne serait pas temps de reverser enfin progressivement tous ces laboratoires et institutions éparses dans le seul milieu qui permettrait de les faire fructifier : celui des Universités à large spectre enfin dotées des moyens de production de tous les savoirs ? D'ailleurs, est-on certain d'avoir encore

vraiment besoin d'un Ministère qui consacre des sommes considérables à surveiller en détail des institutions qui pourraient, si on les laissait enfin libres, très bien se débrouiller — à condition qu'on leur fournisse les moyens financiers ? Là encore, ce n'est pas l'excès mais le manque d'autonomie qui empêche les Universités de décider enfin librement de leurs stratégies de recherche et de développement. Un Ministère allégé, chargé de l'évaluation et de la stratégie, ne suffirait-il pas à garantir un minimum de cohérence à un système qui n'est totalement incohérent et dispendieux que parce qu'on cherche à l'unifier d'en haut ? Comment des intellectuels, attachés à la liberté, peuvent-ils ainsi confondre la défense de l'autonomie avec cette dépendance infantile ? Il est paradoxal de lire tous les jours dans la presse des témoignages bouleversants de professeurs et de chercheurs sur la misère de leur situation et d'en tirer la conclusion qu'il faut défendre ce système indéfendable... On peut trouver tous les défauts à la réforme actuelle, mais elle a l'avantage de donner enfin le goût aux Universités de se passer de leur « tutelle » et de commencer à régler leurs affaires par elles-mêmes en récupérant les capacités de recherche que l'on avait dû créer en dehors d'elles à cause de leur lourdeur et de leur passivité. Il y a des risques de dérive ? De localisme ? De mandarinat ? De pouvoir présidentiel ? Oui, bien sûr, mais cela vaut toujours mieux que la dépendance. Les mauvaises Universités disparaîtront enfin libérant des ressources pour les autres : ce n'est pas à la gauche de défendre les privilèges de la Noblesse d'Etat. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de desserrer le double carcan de l'Etat et du Marché sur la production des savoirs. La liberté de la recherche ne va pas sans liberté de s'organiser : qu'on donne enfin aux universitaires les moyens institutionnels de produire une Science autonome. Dans l'aventure, l'Université n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes !

Pauvre principe de précaution

Le Monde 7 11 2007

Pauvre principe de précaution ! Même devenu constitutionnel, on l'attaque de toutes parts comme la cause principale de la pusillanimité française. D'après la commission Attali, il serait la source ultime de notre faible taux de croissance ! Pour Claude Bébéar (Le Monde, 26-10), il serait le nouveau Coran des « ayatollahs de la prudence », prêchant à ses fidèles de ne rien faire au lieu d'innover bravement, « l'expression d'un désarroi », la marque bien française d'une « maladie de la volonté », voire le « refus de la condition humaine » ! Principe d'abstention, d'obscurantisme, de réaction, il n'aurait été mis dans la Constitution que par erreur grâce aux manœuvres d'un président de la République dont le nom même a déjà sombré dans l'oubli. Personne ne se répand dans la grande presse contre les droits de l'homme, ou contre la liberté de conscience. Pourquoi ce petit nouveau des grands principes est-il aussi violemment attaqué ? Parce qu'il est en effet la marque d'un changement complet dans l'effort même de modernisation. Alors que les autres droits sont devenus évidents, celui-là garde intacte sa capacité de scandaliser. Il permet de distinguer, avec une grande précision, les nouveaux réactionnaires des nouveaux progressistes : si vous êtes contre le principe de précaution, c'est que vous voulez moderniser à l'ancienne ; si vous êtes pour, c'est que vous avez bien compris qu'il fallait moderniser la

modernisation même. Pour éviter ce que le principe a de mordant, on va commencer par lui faire dire l'inverse de ce qu'il dit. On va le confondre avec un principe d'abstention, sorti tout droit de l'imagination de ses opposants, et qui affirmerait que, en l'absence d'une certitude absolue, on ne doit rien faire du tout. Si c'était vrai ce serait en effet favoriser la paresse : pour agir, attendons d'être absolument sûr. C'est une calomnie puisqu'il affirme exactement l'inverse : des mesures peuvent être prises, même en l'absence de certitude absolue. Principe d'action, d'audace, d'enquête, de recherche hésitante du bien commun. Rien n'y fait. Amiantez, amiantez il en restera toujours quelque chose... La calomnie est d'autant plus perverse que c'est lui, le principe de précaution, qui a mis fin à cette paresse qui limitait jusque là l'action publique à l'attente indéfinie de certitude absolue. D'où est-il sorti, en effet, ce fameux principe ? A lire ses opposants, on croirait qu'il s'agit d'une bonne blague inventée à l'Élysée pour anesthésier la capacité des Français à innover. Mais de la crise du sang contaminé, de celle de l'amiante. Or, qu'est-ce qui a amplifié l'effet de ces catastrophes ? Mais justement le principe aberrant selon lequel, tant que l'on n'était pas sûr à 100%, on devait s'abstenir de prendre des mesures. Des malheureux transfusés meurent encore chaque année de ce que l'action publique n'ait pu se libérer assez vite de l'attente d'une tel degré de savoir. Le principe de précaution, c'est enfin le retour à l'action, même en situation d'incertitude, même en cas de controverses entre les experts, même dans l'obscurité relative ou nous plonge la « condition humaine ». Autrement dit, c'est la fin de cette exception stupéfiante selon laquelle il y aurait des actions qui permettraient de ne prendre ensuite aucune précaution puisque les experts, en amont, auraient été absolument certains de leurs affirmations. Le principe de précaution c'est l'émancipation de la politique, enfin libérée de la tutelle où la tenait l'attente indéfinie d'une expertise indiscutable. C'est le retour au sens commun. Si cette interprétation du principe de précaution était juste, pourquoi susciterait-il tant d'émois ? Pourquoi le président du conseil de surveillance d'une société d'assurance prendrait-il la plume contre les Khomeiny de la prudence ? Mais parce que ce petit principe de rien du tout met fin à toutes les anciennes façons de moderniser un pays : on ne peut plus foncer de l'avant en espérant que les conséquences de nos actions ne reviendront plus sur nous, pour nous hanter. Moderniser à l'ancienne, c'était innover d'abord, réfléchir après ; internaliser les profits et externaliser les pertes ; se décharger sur d'autres des conséquences inattendues de nos actions. Si vous hésitez sur les risques d'une telle théorie de l'action, lisez les comptes rendus récents sur l'état de la planète ou visitez les tours désamiantés de Jussieu. Vous y verrez l'image parfaite des modes anciens d'insouciance et d'irresponsabilité qu'on voudrait aujourd'hui réhabiliter. On comprend dès lors, l'émoi de tous ceux auxquels ce nouveau principe interdit d'agir : quoi, s'écrient-ils tous indignés, il faudrait dorénavant anticiper les conséquences imprévisibles de nos actions ? On ne pourrait plus se décharger sur d'autres, humains ou non humains, de nos responsabilités ? Il n'y aurait plus de décharge, plus d'environnement ? Il faudrait convoquer d'avance, sous une forme hésitante, tous ceux qui pourraient être affectés par nos actions, qu'il s'agisse d'autres humains, d'animaux, de plantes, d'écosystème ? Oui, et cela porte un nom que les innovateurs à l'ancienne n'osent pas regarder en face, cela s'appelle la démocratie. Ou pour reprendre la belle expression de John Dewey, c'est « le problème du public » que de se mettre tout entier à l'exploration risquée des conséquences inattendues de ses actions. On comprend qu'ils se mettent à

crier très fort : on veut les empêcher d'agir, disent-ils. Mais oui bien sûr, c'est là le but ! La modernisation à l'ancienne consistait à privatiser les bénéfices et à nationaliser les pertes, ou plutôt, à réserver les avantages à certains humains et à se décharger des inconvénients sur la nature ou sur d'autres humains. Moderniser la modernisation, cela veut dire mettre l'ensemble de la vie collective en situation d'alerte, d'expérience, d'exploration des retombées imprévisibles de nos actions communes. Reprenant Pascal, Claude Bébéar prétend que nous n'avons pas d'autre choix que de foncer en avant parce que « nous sommes embarqués ». Qu'il poursuive sa métaphore : nous sommes dans un bateau qui coule, il est temps de changer de carte et peut-être de capitaine.

Une politique enfin radicale

Le Monde 5 mai 2007

La campagne électorale a masqué un événement considérable : pour la première fois, en avril, le Conseil de sécurité a consacré une séance à la menace due au réchauffement global. Il ne s'agissait plus de la guerre froide, mais d'une nouvelle « guerre chaude ». La Terre est entrée enfin littéralement dans la géo-politique. Or, c'est justement le moment où le parti des Verts sort atomisé des dernières élections. On pourrait se réjouir de voir l'écologie politique réduite aux scores folkloriques des autres « nains de jardin ». Il me semble que ce serait une grave erreur, car ce qui est maintenant en jeu c'est une bataille autrement urgente pour la définition du courage en politique.

Depuis des lustres, tous les historiens l'ont montré, la gauche française reste paralysée par l'accusation de ne pas être assez radicale. On répartit donc toujours les passions politiques le long d'un gradient qui irait du courage le plus extrême (et d'autant plus extrême qu'il n'a jamais couru le risque d'être testé !) jusqu'au réformisme mou des « sociaux-traitres » qui accepteraient, comme on dit étrangement, « le monde tel qu'il est ». La menace écologique, cette guerre chaude que nous menons, selon l'expression de James Lovelock, contre Gaïa, cette guerre que nous ne pouvons pas gagner sans entraîner notre propre perte, modifie totalement l'ancienne répartition des formes de courage. Jusqu'ici la radicalité en politique voulait dire qu'on allait « révolutionner », « renverser » le système économique. Or, la crise écologique nous oblige à une transformation si profonde qu'elle fait pâlir par comparaison tous les rêves de « changer de société ». La prise du pouvoir est une fioriture à côté de la modification radicale de notre « train de vie ». Que peut vouloir dire aujourd'hui « l'appropriation collective des moyens de production » quand il s'agit de modifier tous les moyens de production de tous les ingrédients de notre existence terrestre ? D'autant qu'il ne s'agit pas de les changer « en gros », « d'un coup », « totalement », mais justement en détail par une transformation incroyablement minutieuse de chaque mode de vie, chaque culture, chaque plante, chaque animal, chaque rivière, chaque maison, chaque moyen de transport, chaque produit, chaque entreprise, chaque marché, chaque geste. Devant l'ampleur de cette transformation (d'autant plus radicale qu'elle doit se faire sur la totalité des conditions d'existence terrestre mais en détail et avec précaution), il est grand temps de réhabiliter le courage de ceux qui veulent prendre en compte « le monde tel qu'il est ». Tel qu'il est ? Oui, fragile, menacé, et surtout menaçant. Par rapport à ce

nouveau front de guerre chaude, les « néo-libéraux » semblent encore plus archaïques que les révolutionnaires. Ceux que j'appelle les marxistes de droite –les ayatollahs du Wall Street Journal- sont aussi démunis que les marxistes de gauche devant l'ampleur des transformations qu'il va falloir faire subir à la totalité des commensaux de la planète. Le choix n'est donc plus celui d'autrefois entre le refus (plus ou moins révolutionnaire) ou l'acceptation (plus ou moins réformiste) des « forces du Marché ». Le refus aussi bien que la complaisance sont déjà condamnés. Chose amusante, c'est justement le moment que choisissent les jeunes retraités de Mai 68 pour se plaindre qu'il n'y ait plus de « pensée radicale » et plus de « maîtres penseurs ». J'ai l'impression, au contraire, que l'époque demande des modifications de l'intellect qui dépasse de très loin les pâles utopies de nos éminents prédécesseurs. D'autant qu'il ne s'agit pas seulement des « gens de plume » mais aussi de modifier la production même de toute pensée en la mêlant beaucoup plus étroitement aux sciences exactes et sociales —ou plutôt à ces nouvelles sciences hybrides qu'il faudra bien se décider à nommer terrestres ou terriennes. Mais il y a plus étonnant encore : c'est précisément le moment où la question de la Terre devient la question clef de la bien nommée géopolitique, que se présentaient aux élections trois ou quatre défenseurs de la « ruralité ». Tout se passe comme si la Terre était à la fois derrière nous sous la forme d'un rural archaïque, et devant nous sous la forme de cette Gaïa dont nous ne savons plus si elle est mère ou marâtre, proche ou lointaine, pacifique ou guerrière, amie ou ennemie. De ce point de vue, José Bové peut servir de transition puisqu'il défend à la fois l'ancien terroir et la nouvelle Terre. Il n'a pas recueilli beaucoup de voix, mais le court-circuit qu'il pratique entre les deux formes de ruralité, indique sans aucun doute une voie d'avenir. L'entre-deux tours ne serait-il pas le moment idéal pour redéfinir enfin le courage en politique ? Les petits partis extrêmes qui ont tant fasciné les socialistes, ne pèsent pas lourd bien sûr, mais il faut garder d'eux l'essentiel : le goût de la radicalité. Car c'est justement ce dont on a le plus besoin pour mener cette lutte nouvelle qui porte sur la métamorphose de toutes les conditions d'existence et pour laquelle nous semblons si peu préparés. Comme le dit Peter Sloterdijk, il ne s'agit pas de révolutionner d'un coup en modifiant seulement le nom et le titre de ceux qui sont aux commandes, mais d'explicitier l'une après les autres les conditions qui forment la délicate enveloppe de nos « sphères de survie ». « Changer la vie », tel était le slogan des socialistes. On l'a trouvé ensuite d'une ridicule naïveté. Or, il a maintenant repris toute sa généreuse et écologique exactitude : les 30 à 40% d'espèces que nous menaçons de disparition, embrasseraient volontiers ce fier slogan... Les petits partis n'ont pas à se « rallier » au socialisme faute de mieux. C'est lui, au contraire, qui doit cesser de regarder vers le passé révolutionnaire et se tourner enfin vers la guerre chaude qui exige, elle aussi, mais à une échelle démultipliée, le courage et la radicalité.

L'avenir du principe de précaution,

Le Monde 12-13 Juin 2004

Que s'est-il passé le mardi 1er juin 2004 à l'Assemblée nationale ? Rien d'important. La preuve, c'est que les Verts n'ont pas pris part au débat et que les socialistes se sont abstenus. Quand à la droite, elle a voté, mais en

traînant les godillots. On ne discutait que de broutilles : une simple révision constitutionnelle... Et si c'était au contraire l'un de ces événements considérables, qui marchent, comme le disait Nietzsche, "sur des pattes de colombe" ? Comment imaginer, en effet, une décision plus grave que celle qui consiste, pour une vieille nation comme la nôtre, à changer de futur ? Et pourtant, c'est bien l'enjeu du principe de précaution : au futur radieux vers lequel marchait naguère le progrès poussé par la science, succède un avenir qui oblige à prendre soin, à être vigilant, à faire attention. Non plus le progrès de la raison mais "des progrès" dont il faut donner "les raisons" par des preuves publiques et des faits discutables. On me dit qu'il faut mépriser ce projet de loi parce qu'il vient d'un président peu connu pour ses idées révolutionnaires. C'est oublier que l'histoire n'est pas écrite d'avance. Si c'est une ruse de la raison, cela nous empêche-t-il de raisonner ? On me dit que la Charte de l'environnement est ambiguë. Comme si l'inscription au fronton de nos mairies ne l'était pas... Fallait-il s'abstenir de voter les droits de l'homme sous prétexte que l'égalité ne s'appliquait pas d'emblée aux esclaves et aux femmes ? On me dit que le principe de précaution revient à empêcher toute prise de risque. A qui fera-t-on croire que l'on cessera d'agir dès que le petit nombre ne pourra plus décider, seul et à l'abri, des risques que le grand nombre doit courir à sa place ? On me dit que le principe risque d'avoir des effets pervers : mais c'est pour prendre en compte les effets pervers qu'on l'a justement inventé ! On me dit que personne n'a pu donner une définition claire du principe de précaution. Rien de plus faux : à travers des formulations différentes, il s'agit toujours de libérer l'action politique de la tutelle exercée jusqu'ici par les prétentions des sciences - qu'elles soient naturelles, sociales ou administratives. "L'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées" (article L. 110 du code rural). Avant le 1er juin (faut-il dire du temps de l'ancien régime ?), on avait ce seul choix : ou bien la science savait et l'action politique suivait sans qu'on ait à prendre de précaution particulière ; ou bien la science ne savait pas avec assez de certitude, et l'action politique devait s'abstenir en attendant que les experts parviennent au savoir assuré. En introduisant le principe de précaution dans la Constitution, on rend à la science le même service que la laïcité rendit jadis à la religion. La politique était mineure, toujours à la remorque de la science : elle s'émancipe enfin. La science était dévoyée dans un rôle d'expertise ; la voici enfin libérée pour devenir la recherche qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. Que les Verts ne saisissent pas l'importance de cet événement, on le comprend - fût-ce avec tristesse - puisqu'ils croient devoir prolonger la seule trajectoire de l'émancipation, aux dépens des nouvel-les obligations de l'attachement. Ayant laissé l'écologie politique en déshérence, ils s'efforcent de promouvoir dans les mœurs ce même libéralisme qu'ils feignent de haïr quand il s'applique aux marchés. Que les socialistes s'abstiennent, on le comprend également puisqu'ils vivent toujours sur le souvenir douloureux d'une science de l'économie et de l'histoire qui permettrait de se passer de la composition politique. De même que les postmodernes partagent les rêves des modernistes sans l'espoir qui les accompagnait, les socialistes continuent à croire aux utopies en espérant qu'elles ne se réaliseront pas. Voilà qui laisse peu d'énergie pour penser à l'avenir. Que les droites extrêmes ou modérées renâclent, rien de plus normal puisqu'on leur demande de changer de futur. En bons conservateurs, ils veulent continuer comme si de rien n'était. Où irait-on s'il fallait prendre en

compte dans la définition d'une entreprise, d'un produit, d'une voiture, d'une ville, tout ce qu'on rejetait jusqu'ici à l'extérieur sans précaution ? L'appropriation collective des "maux", comme le dit le sociologue allemand Ulrich Beck, leur fait encore plus horreur que l'appropriation collective des "biens". Que les politiques aient peur de cette liberté recouvrée, on le comprend sans peine. La vraie surprise vient de l'attitude des chercheurs : au lieu de se précipiter au secours de la Charte, ils y ont vu le mors qui allait brider leur recherche. Comme l'Eglise au moment de la séparation, ils ne semblent pas avoir saisi à quel point le principe de précaution était fait pour eux. Sans une pétition de quelque 500 chercheurs, on les aurait crus unanimes dans ce front du refus. Comme les intermittents du spectacle, il semble que les permanents de la paillasse peinent à renouveler le pacte qui les liait avec le public. Les mêmes chercheurs qui auraient honte de conserver un équipement plus de cinq ans ou de citer des articles ayant plus de deux ans d'âge acceptent de se situer dans le monde avec une philosophie qui date au mieux du Colloque Chevènement en 1982, pour ne pas dire du Front populaire, voire de Voltaire. Le soutien à la science n'est pas un devoir d'Etat qui ne souffre aucune discussion. La démocratie technique commence à peine de naître. Or le futur n'a plus d'avenir. Le futur, c'était un certain rapport au passé - avec lequel il convenait de rompre -, de l'action - sans précaution -, de la science - corne d'abondance de faits indiscutables dans laquelle le peuple était invité à choisir les mets les plus appétissants. L'avenir est tout différent : hier on était attaché, demain on le sera davantage ; hier il fallait prendre en compte un certain nombre d'êtres, demain il faudra se soucier d'un nombre encore plus grand. La théorie de l'action change aussi : fini l'insouciance modernisatrice, c'est toute la société qui est mise sous tension pour explorer les conditions de sa survie collective. Les chercheurs ne sont plus seuls : la recherche est devenue le bien commun. Tout citoyen, qu'il s'agisse de manger, de se soigner, de se déplacer, de communiquer, fait aujourd'hui de la politique scientifique et participe, qu'il le veuille ou non, à des programmes de recherche. Il est possible, je le sens bien, que le principe de précaution, une fois dans la Constitution, y dorme du même sommeil que la fraternité ou la liberté. Cela dépendra des juges et des mouvements sociaux. Mais il est impensable que ceux qui prétendent hériter des Lumières et refonder la République s'abstiennent d'en peser avec soin le caractère révolutionnaire. Pour la première fois, la plus cartésienne, la plus moderniste des nations sent qu'il faut changer quelque chose à la définition même du temps qui passe. Le principe de précaution, c'est l'avenir de l'Europe et le rappel de la modernité. Pour le moment l'inflexion est à peine sensible, mais quel léger coup de barre aurait suffi pour que le Titanic ne heurte pas l'iceberg ?

Pourquoi Marianne n'a plus de lait ?

Le Monde 27 septembre 2003

On dit la France paralysée, le peuple désespéré, les élites épuisées. Il paraît que notre Marianne aux seins de marbre n'a plus assez de lait pour abreuver ses enfants. C'est le moment de prendre un peu de recul et d'aller chercher ailleurs des outils à la mesure de la tâche. Justement, l'occasion s'en présente grâce à la parution en français du livre de John Dewey, vieux de quatre vingt ans, dont le titre nous va toujours comme un gant : « Le Public et ses

problèmes ».

Qu'est-ce que Le Public ? Presque le contraire de la République. Celle-ci est déjà constituée ; elle forme un tout ; c'est une substance à prendre ou à laisser ; elle est incarnée par l'Etat, représentée par le gouvernement, connue par les savants, rectifiée par les militants, exprimée par l'administration ; puissance tutélaire, la volonté générale abrite les citoyens comme les Vierges médiévales couvraient de leur manteau le troupeau des fidèles.

Le Public, c'est l'ensemble encore inconnu créé de bric et de broc par les conséquences inattendues de nos actions —et par les conséquences également inattendues de nos efforts pour remédier à nos errements... L'Etat n'est que l'ensemble des spécialistes désignés pour s'occuper à plein temps de sonder ces surprenants effets : un moment d'inattention, et il cesse de représenter le Public pour devenir un lobby parmi d'autres. La République connaît le bien commun ; le Public l'explore à tâtons. Comme le Roi de jadis, « l'Etat ne peut mal faire » alors que le Public, ce sont des aveugles menés par des aveugles.

Ainsi, deux conceptions de la démocratie s'opposent radicalement : l'une qui sait de source sûre ce qui doit nous réunir, l'autre qui l'ignore. La première est royale et religieuse, la seconde civile et laïque. Alors que la République ne conçoit l'action politique que comme l'application plus ou moins aisée de ce savoir, le Public doit se composer peu à peu ; il ne se manifeste à lui-même que par une expérience toujours reprise. Alors que la République s'exprime par ses porte-parole autorisés, le Public doit se représenter par l'invention continuelle de nouveaux canaux et de nouveaux modes d'expression. Devant le Public, il faut prouver à chaque fois la source de l'autorité.

Ce livre est encore brûlant parce qu'il est écrit entre les deux guerres dans une période terriblement semblable à la nôtre : Dewey appelle 'Grande Société' ce que nous appelons globalisation, 'presse et radio' ce qui nous vient par internet, 'montée des fascismes' ce qui nous effraie dans le fondamentalisme. Comme Walter Lippmann auquel il répond, il sait que, si la démocratie doit survivre, il faut en modifier en profondeur sinon l'idéal du moins le mode d'exercice. Sans cela, le peuple devient un fantôme. Toutes les théories politiques fondées sur l'application d'un savoir échoueront —au pire dans un bain de sang, au mieux dans la désillusion. Il faut les fonder sur l'ignorance, ou plutôt sur le tâtonnement attentif, ce qu'on appelle la recherche. Nous ne savons pas encore ce qui nous rassemble ni les effets lointains de nos actions

Comment nous organiser pour les apprendre ? La réponse est révolutionnaire: par une attention nouvelle aux choses. Avons-nous oublié que dans le mot République il y a le mot 'chose' ? Qu'est-ce donc qu'une chose publique ? Ce qui nous concerne tous sans que nous sachions encore exactement comment nous lui sommes attachés. Ce peut-être la pollution atmosphérique aussi bien que le dossier des retraites, le voile islamique autant que le virus du SARS, les fermetures d'usine autant que les sacrifices faits aux divinités. « Pragmatiste » cela ne veut pas dire « pragmatique ». Dewey est beaucoup plus radical que toutes les traditions révolutionnaires de gauche et surtout de droite, fondées sur l'application dans la réalité d'un savoir ou d'une utopie. Le pragmatisme c'est d'abord l'attention aux pragmata, c'est-à-dire aux choses bizarres, incertaines, fluctuantes, tentaculaires, ce qui montre l'étendue de nos soucis, donne la mesure de notre ignorance, offre la possibilité d'un accord.

Deux radicalismes s'opposent donc : celui du savoir assuré, celui de la

composition. En 1914 déjà, Emile Durkheim trouvait cette théorie si dangereuse pour la République qu'il y consacra tout un cours : « C'est tout l'esprit français qui devrait être transformé si cette forme de l'irrationalisme que représente le Pragmatisme devait être admise ». Il avait raison, sauf que c'est justement par excès de national-rationalisme que la République exsangue semble aujourd'hui périr.

Comme l'avait bien vu Dewey, c'est par le totalitarisme économique que le Public a été éclipsé : celui des Marxistes de droite comme des Marxistes de gauche qui prétendent tout changer au nom des lois naturelles de l'économie. Aussi sûrement que la modernisation totale, le mythe de la révolution totale permet de faire l'économie totale de la politique.

Et pourtant, le courage, la volonté, la radicalité semblent encore dans le camp de ceux qui agitent sempiternellement les drapeaux —pourtant rouges de sang— de l'inévitable transformation. Du coup, ceux qui ont la rage au cœur, et ils sont nombreux, et ils ont de bonnes raisons, se réfugient sous la bannière de ceux qui sont les plus à même de les décevoir. La scène est donc dressée : les deux révolutions impuissantes, face à face avec la réforme impuissante. Qui tirera les marrons du feu ? N'en doutez pas : le borgne à face de tribun qui est au courage politique ce que le Canada Dry est à l'alcool. Or, la rage a bien d'autres canaux, la totalité bien d'autres façons de se boucler, la radicalité bien d'autres exutoires. La totalité a changé de sens : elle n'est pas celle du système social à renverser ou à moderniser, mais celle du public à composer. « Tout » ne renvoie pas à la religion du Marché ni à celle du Grand Soir, mais à l'exigence de tout explorer, de tout reprendre, de tout essayer, de tout consulter. Le public n'est pas ce fameux « service public » que ceux qui devraient le défendre s'efforcent de démanteler, mais un problème ardu dont la solution exige en effet de tout reconsidérer. Etre radical ne veut pas dire que l'on se distingue des réformistes mollassons et pleutres, mais que l'on a eu le courage de reprendre à nouveaux frais le travail de totalisation. Oui, en effet, il faut bien « tout » changer ; mais par quel miracle, par quelle science infuse, par quel droit divin, auriez vous la connaissance a priori, sans expérience, sans épreuve, sans démonstration publique de cette totalité et de ce changement ? Il ne suffit pas de se camper en représentant de l'intérêt général, encore faut-il pouvoir le prouver par une démonstration renouvelée. Rien qui vieillisse plus vite que la légitimité.

Si Marianne n'a plus de lait, c'est que nous avons tout simplement perdu l'habitude de parler politique en confondant l'expression virulente ou blasée d'une position arrêtée avec l'exploration du Public. « Arrêtée » tout est là : il n'y a pas en France de positions extrêmistes et d'autres raisonnables, réalistes, réformistes, subtiles. La différence passe ailleurs : entre ceux qui parlent pour composer le bien commun et ceux qui parlent pour interrompre le mouvement d'exploration parce qu'ils connaissent déjà le bien commun. Les premiers sont à la recherche d'un *modus videndi*, les autres de ce qu'il faut bien appeler un *modus moriendi*. On peut très bien « parler politique », comme on dit, sans en parler pour autant « politiquement ». L'expression des intérêts est une chose, la recherche de leur composition en est une autre. Le Public n'est pas donné : il faut le faire exister. Dewey est un pragmatiste non pas au sens d'un social-traître en puissance, mais au sens, ô combien radical pour nous autres Français, de celui qui soumet tous les pouvoirs à cette fière demande : « Qui t'a fait roi ? ».

Nouveaux territoires, nouveaux Sénats

Le Monde 10 janvier 2003

Une commission se propose de réviser la Constitution pour y inclure le développement durable : belle occasion de réfléchir à l'utilité possible du Sénat.

Dans le mot République, il y a le mot chose. Les droits de toutes les choses nécessaires au maintien durable des humains naissent dans le tohu-bohu de la controverse. Impossible de commencer en invoquant, pour ce nouvel article constitutionnel, l'unanimité, la clarté, l'universalité de la raison. Cette situation n'est pas nouvelle, si l'on se souvient que le mot de 'chose' signifie, à l'origine, aussi bien l'objet extérieur aux affaires humaines que l'assemblée quasi-judiciaire chargée d'en traiter. Les mots causes et choses désignent le même genre d'enceinte. Les Islandais ne sont-ils pas fiers de montrer aux visiteurs, sous le nom de 'Althing', l'espace herbeux qu'ils décrivent comme 'le plus vieux parlement d'Europe' ? Il ne s'agit donc pas tant d'inventer que de revenir à une situation où les objets, les choses, sont devenus —ou plutôt redevenus— des affaires communes.

On le voit bien dès que l'on commence à évoquer les paysages, les ressources naturelles, l'air, l'eau, le vent, le climat, les villes, les risques, etc. Lorsque le président Chirac s'exclamait naguère que « les herbivores seront toujours des herbivores », il n'affirmait pas du tout, par une vaine tautologie, quelque simple état de choses : il désignait un mélange de faits, de souhaits, de volonté politique et de désirs de réforme, rassemblant dans un même imbroglio le fonctionnement des ruminants et celui des éleveurs, la forme des paysages, les décisions de Bruxelles aussi bien que le goût des amateurs pour la viande rouge. A chaque fois, un objet extérieur aux affaires humaines dans l'ancien régime constitutionnel est devenu —redevenu— intérieur aux préoccupations humaines. C'est de ce souci, de ces précautions, de ces controverses qu'est fait ce domaine aux frontières incertaines qu'on appelle 'développement durable'. Dorénavant, l'essentiel de nos vies se compose de tels assemblages qui n'ont pourtant pas d'assemblée.

Nulle instance qui représenterait les seuls humains vivant actuellement sur un sol national ne peut donc, à elle seule, prendre des décisions équitables. Elle ne représente, au mieux, que les intérêts forcément trop étroits des seuls humains. Aussi démocratique qu'elle soit, seuls le peuple et ses buts seront pris en compte. D'où l'impossibilité d'imaginer jusqu'ici quelque forme que ce soit de développement durable. Les Constitutions classiques et leur idéal de liberté mettaient l'accent sur l'humain enfin détaché du despotisme et de l'obscurantisme : elles ne savent trop quoi dire sur l'avenir d'un humain dorénavant attaché aux non-humains qui lui permettent d'exister durablement.

Il faut donc, pour rester équitable, inventer un système qui permette d'opposer à la décision trop rapide, trop anthropocentrique, trop intéressée de l'assemblée humaine, une autre forme de représentation qui puisse faire office de contre-pouvoir.

La tradition a toujours vu dans la science l'une des manières de représenter les choses. Il se trouve en effet —le mot même de représentation le prouve— que les sciences ont développé depuis quelques siècles mille manières de 'donner la parole' aux choses matérielles malgré l'abîme apparent qui les sépare des humains parlants. Malheureusement, cette 'mise en parole' a été

mal comprise, et si les assemblées savantes ont bien joué le rôle d'une 'seconde Chambre', celle-ci resta toujours sans mesure commune avec les procédures démocratiques. Si elle parlait des faits, c'était pour que le monde des passions politiques fasse aussitôt taire ses querelles. Tel fut le rêve d'une politique conduite par un conseil de savants. Cette forme de despotisme éclairé n'est plus aujourd'hui adaptée aux situations de controverses. Et pourtant, il faut bien que les non-humains soient représentés.

La solution consiste peut-être à créer une seconde Chambre qui soit en effet peuplée pour partie de ceux qui font parler les non-humains, les chercheurs, mais sans que cette Chambre puisse apparaître, comme autrefois, étrangère aux soucis politiques. Au contraire, elle doit apparaître comme une autre Chambre, chargée de représenter différemment les mêmes populations par une parole prononcée qui soit bien politique, c'est-à-dire controversée, source à la fois de conflit, de formation d'opinion, de changement de vues, et, finalement, d'arbitrage. Rien qui puisse ici choquer le juriste : c'est là l'esprit même du bicaméralisme. Si une Chambre doit représenter les humains saisis comme population, il faut qu'une autre puisse donner voix aux humains saisis cette fois comme territoire. C'est la justification des Sénats américain et français comme du Bundesrat allemand.

Si nous entendons maintenant par territoire,, non plus la projection cartographique du seul espace national, mais l'ensemble des non-humains nécessaire au maintien durable des populations françaises, nous pouvons imaginer un nouveau Sénat qui trouverait une légitimité nouvelle dans la représentation controversée de ses mandants.

Inutile d'objecter que nul ne connaît les droits exacts, les intérêts, les passions, les volontés des non-humains. Il ne s'agit plus, en effet, de faire taire les passions politiques par la certitude définitive de la Science, mais plutôt d'ajouter aux incertitudes usuelles sur les intérêts contradictoires des humains les nouvelles sources d'incertitude sur l'existence, l'importance, l'intérêt, la dureté, la durabilité et les volontés des non-humains. On peut représenter les électeurs comme les électrons.

Pour remplir son rôle et représenter de façon adéquate les non-humains dans leur relation controversée et durable avec les humains, il faut donc que le nouveau Sénat soit élu selon une procédure nouvelle qui puisse donner aux mandataires la légitimité du territoire —selon l'acception nouvelle de ce mot. La solution doit passer par une formule, révisable à chaque élection, de cens, ce terme ne désignant plus, comme jadis, un seuil de fortune, mais un seuil de compétence à organiser les expériences collectives probantes et parlantes grâce auxquelles les non-humains qui composent le territoire peuvent devenir visibles.

Un spécialiste de la dynamique des bancs de poissons ne peut franchir le seuil s'il n'a pu se faire entendre des pêcheurs. Inversement, un représentant des pêcheurs ne pourra y siéger sans avoir fait la preuve qu'il peut monter une expérience sur la diminution des bancs de pêche qui satisfasse aussi les ichtyologistes. Ce qui est vrai des poissons doit l'être également de tous les éléments actuels du territoire : rivières, pluie, terre, sol, eaux souterraines, bruits, routes, chasse, parcs, monuments, santé, etc. Que la liste des êtres se modifie constamment ne doit pas étonner ceux qui révisent les circonscriptions en fonction des variations de la démographie humaine. Il s'agit en fait de mêler, selon une formule entièrement nouvelle, l'actuel Sénat, l'actuel DATAR, l'actuel Office pour l'évaluation des technologies et quelques ingrédients du Conseil économique et social avec les commissions de

l'Académie des sciences.

Ce qu'il convient de rompre, avant de la réagencer différemment, c'est l'actuelle opposition, peu compréhensible, entre des assemblées élues qui ne représentent que les intérêts humains et des conseils d'experts chargés de dire le vrai, mais sans pouvoir absorber les conflits, les controverses et surtout les imbroglios risqués entre faits et valeurs.

Soit l'exemple de la chasse : chasseurs de gibier d'eau et naturalistes prétendent parler des mêmes êtres, les oiseaux migrateurs. Très bien. Pour une partie au moins de leurs disputes, ces questions reposent sur la possibilité de représenter d'une façon crédible la dynamique durable de ces populations d'oiseaux et de chasseurs. Vous qui êtes candidat au Sénat, pouvez-vous créer les conditions d'expérience qui soient probantes et parlantes pour les chasseurs, les naturalistes, les écologistes, les touristes, etc. ? Si oui, alors vous avez franchi le seuil qui vous permet de 'parler au nom des oiseaux en tant qu'ils font partie du territoire et sont attachés aux pratiques de chasse et de tourisme'. Cela ne veut pas dire que vous l'emporterez, ni que vous ferez taire les disputes, mais que, au sein du Sénat, le sort de cette série d'attachements dépendra désormais de vous.

Puisqu'il y a toujours eu deux Chambres, que l'on écrive explicitement leurs rôles contradictoires et complémentaires dans la nouvelle Constitution. Il ne s'agit pas de confondre les capacités politiques et les investigations savantes —chacun doit rester dans son domaine de compétence—, mais de prendre acte de ce que les objets auxquels s'appliquent ces compétences bien distinctes sont dorénavant communs. N'y-a-t-il pas là, pour un élu, une base territoriale aussi solide que l'actuelle élection indirecte par des maires et des conseillers généraux ? Ce 'monsieur' ou 'madame oiseau migrateur' du Sénat ne serait-il pas infiniment plus populaire, médiatique, intéressant et sollicité que s'il était élu par les seuls chasseurs, les seuls écologistes, les seuls naturalistes ? N'aurait-il pas beaucoup à dire à son voisin de banc 'monsieur' ou 'madame zone inondable' ? Pour ce vieux palais du Luxembourg, ne serait-ce pas là l'occasion d'un sacré coup de jeune ? Et la France qui, par la conversion imprévue de son Président, s'est prise d'un amour que l'on espère durable pour le développement du même nom, n'aurait-elle pas alors la chance de retrouver la voie de ces inventions qui firent d'elle, jadis, la « patrie des droits de l'homme et du citoyen » ?

12 Thèses pour sauver les Verts d'eux-mêmes

Le Monde 6 12 2001

Au moment où plus d'un tiers des Français semblent donner leurs suffrages à leur trois compatriotes les plus archaïques –Jean-Pierre Chevènement, Jean-Marie Le Pen et Arlette Laguiller–, il n'est peut-être pas tout à fait inutile de secouer l'un des seuls mouvements, celui des Verts, qui a quelque espoir d'animer les futures élections.

Thèse N°1 : L'écologie politique ne porte pas sur la défense de la nature ; elle prend acte, au contraire, de la fin de la nature comme " autre " du politique. Depuis les " crises de l'environnement ", il n'y a plus d'extérieur qui puisse servir de réservoir, de reposoir ou de repoussoir pour ce que les humains doivent publiquement débattre.

N° 2 : L'écologie politique considère comme ses adversaires aussi bien ceux qui ne prennent en compte que certains humains que ceux qui se croient les défenseurs de la nature, de ses lois et de ses équilibres. Si elle est entrée dans la conscience commune par les affaires liées à la " nature ", elle considère ce passé comme son enfance. Ce serait une crise infantile que d'y demeurer maintenant attaché. C'est toute la vie publique qu'elle prétend renouveler et pas seulement l'environnement, l'économie solidaire ou la gestion des risques.

N°3 : L'écologie politique reconnaît que la démocratie ne peut s'intéresser au sort des humains isolés de la multitude des êtres avec lesquels ils se trouvent depuis toujours attachés –animaux domestiques et sauvages, paysages, matières premières, climats, villes, industries, fleuves et sol– mais elle se garde de regrouper en un ensemble déjà constitué l'ensemble des êtres humains ou non-humains sous le concept parapluie de " nature ". Au contraire, elle reconnaît que ce qui lie ensemble le sort de tous ces êtres est incertain, instable, risqué, et doit faire l'objet d'une vigilance continue et d'un débat public constant. À la nature, elle oppose la cosmopolitique. À l'évidence naturelle, elle oppose l'institution publiquement réglée des liens entre humains et non-humains.

N°4 : On a accusé l'écologie politique de faire le lit de l'extrême droite –en renouant les liens avec le patrimoine et les terroirs– et de l'extrême gauche – en reprenant les thèmes de l'anti-capitalisme et de l'anti-mondialisation– ou d'essayer le vain slogan " ni-droite ni gauche ". Elle porte bien en elle les ferments d'une recomposition de l'échiquier politique. Comme elle refuse de se situer sur l'axe progrès/réaction, il lui est interdit de se dire de gauche à la manière des sociaux-démocrates. Comme elle refuse de relayer les rêves utopiques et modernistes de révolution, cela lui interdit de se dire d'extrême gauche. Comme elle refuse de limiter l'avenir au sort des seuls humains privilégiés de l'Occident riche, cela lui interdit d'appartenir à la droite modernisatrice. Comme elle refuse de limiter les êtres que la politique doit prendre en compte aux bornes étroites des ethnies et nations déjà constituées, il lui est impossible de se dire d'extrême droite. Elle est plus ambitieuse, plus révoltée, plus radicale, plus humaniste, plus agressive que ces divisions anciennes de l'action publique. Elle aspire à les refonder toutes car elle se fait de l'avenir une tout autre vision.

N°5 : L'écologie politique sait que l'avenir ne peut pas être la modernisation progressive de toute la planète sous l'égide d'une raison définie comme l'empire de la nature, de ses lois d'airain et de son indiscutable équilibre. À la multiplicité des cultures, elle ne craint pas d'ajouter la multiplicité des " natures ". Elle reconnaît qu'il n'y a aucune unité possible qui ne soit pas le résultat future d'une négociation méticuleuse et forcément polémique sur le nombre des êtres qui peuvent se reconnaître comme faisant partie du même collectif. Elle ne voit pas la planète comme un ensemble de luttes politiques sur fond d'unité naturelle, mais comme une lutte de différents cosmos qui ne peuvent accepter de cohabiter ou de s'harmoniser qu'après avoir payé le prix de la négociation. Telle est la forme que prend à ses yeux la raison.

N°6 : Alors que les autres composantes du débat public envisagent l'avenir à

la façon moderniste comme l'arrachement aux contraintes du passé, comme l'externalisation progressive d'un plus grand nombre de soucis, comme l'omission d'un plus grand nombre d'êtres, l'écologie politique reconnaît comme son seul avenir possible l'accroissement vertigineux des êtres à prendre en compte. Elle n'a pas l'émancipation et le détachement comme horizon, mais l'attachement et le souci. Elle entre donc en dialogue avec toutes les autres cosmopolitiques de la planète qui, elles non plus, n'ont jamais eu ni le progrès, ni la nature, ni la modernisation comme buts. Si elle refuse d'être réactionnaire au sens d'un retour illusoire au passé, elle est bien en réaction rageuse contre les utopies modernisatrices –révolutions y compris. Son avenir c'est l'internalisation progressive de ce que les autres projets politiques avaient externalisé.

N°7 : L'écologie politique ne cherche pas dans les sciences naturelles, économiques et humaines la certitude indiscutable qui lui permettrait de court-circuiter le débat public pour accélérer la modernisation. Elle ne limite pas non plus ces sciences à la production de " faits ", se réservant ensuite le débat sur les " valeurs ". Elle a beaucoup plus d'estime et d'intérêt pour les sciences que les autres mouvements, car c'est d'elles qu'elle attend l'exploration des mondes à prendre en compte et la multiplication des objets – le plus souvent invisible à la conscience– dont il s'agit dorénavant de se soucier. Elle a donc, pour la première fois dans l'histoire de la politique, un rapport adulte avec les sciences.

N°8 : L'écologie politique a pour ambition de réussir là où l'économie politique inventée au 18^e siècle a échoué parce qu'elle avait autonomisée la politique de l'économie conçue comme une infrastructure matérielle. Pour elle, l'économie n'est pas une ennemie à combattre, mais une alliée à dépasser afin de découvrir des façons moins simplistes de calculer les êtres à prendre en compte et régler la hiérarchie de leur importance respective. L'écologie politique pense l'économie, non pas comme une infrastructure, mais comme l'une des formes politiques de mises en relation des êtres, formes que la simulation par le calcul et la modélisation, permet justement de débattre publiquement. En ce sens, elle hérite bien des ambitions du socialisme.

N°9 : Avec les rêves de la révolution modernisatrice, l'écologie politique a rejeté aussi les oripeaux de l'anti-capitalisme. Elle ne reconnaît pas l'existence d'un capital, ni d'un esprit du capitalisme, mais seulement d'une multitude de dispositifs fragiles pour enregistrer les volontés, les attachements et les intérêts qui lient les humains entre eux et qui les lient aux choses qui leur appartiennent. Ce qu'elle combat vigoureusement c'est l'accaparement par certains groupes, dissimulés sous les apparences indiscutables d'une science économique, qui se prétendent les seuls représentants qualifiés de la multiplicité des organisations et des dispositifs définissant les échanges.

N°10 : Pas plus qu'elle n'a peur des sciences naturelles, de l'économie ou du capitalisme, l'écologie politique ne craint la mondialisation qui constitue, au contraire, son horizon et son ambition. C'est bien du monde qu'il s'agit, de l'impossibilité d'externaliser l'une quelconque de ses composants. Si elle lutte contre la globalisation et ses " globalivernes ", c'est à cause du caractère provincial, partisan, ethnique ou anthropocentrique des définitions usuelles du monde commun. Au contraire, elle aspire de toutes ses forces à la

mondialisation, à ce que tout le monde soit représenté dans la composition du collectif.

N°11 : Pour renouveler la vie publique, l'écologie politique ne saurait se limiter à la seule représentation électorale : ce sont tous les dispositifs de représentation inventés par les sociétés contemporaines pour représenter les croyances, les désirs et les intérêts qu'elle veut interroger. Les organisations de marché, les médias, les controverses scientifiques, les sciences sociales, les arts, voilàj autant d'instruments divers pour constituer la forme changeante du public, c'est-à-dire ces imbroglis diffus –ces " cosmogrammes "– où se révèlent progressivement à la conscience les conséquences inattendues et imprévisibles de nos actions risquées. L'écologie politique ne s'en remet donc pas aux experts pour décider mais au tâtonnement aveugle de ces instruments fragiles qu'elle a pour vocation de multiplier comme autant de systèmes d'alerte, d'appuis pour la démocratie.

N°12 : Que faire de l'écologie politique ? Rien. Que faire ? De l'écologie politique.

José Bové est-il un vandale ?

Le Monde 12 11 2001

Comme François Ewald et Dominique Lecourt (Le Monde du 4 septembre), j'ai été scandalisé par la destruction de laboratoires et de stations travaillant sur l'amélioration génétique des plantes. Si les OGM sont dangereux, on ne peut le savoir que par des expérimentations contrôlées, poursuivies en plein champ et collectivement acceptées. Interdire les preuves, c'est en revenir à Lyssenko. Toutefois, je me garderai bien de traiter José Bové et les siens de " vandales ". Ennemis politiques, peut-être, mais vandales, certainement pas (une exposition récente vient d'ailleurs de montrer que les véritables Vandales étaient de parfaits gentlemen).

En invoquant, pour parler des OGM aussi bien les sans-culotte que le pacte républicain, Ewald et Lecourt, en se trompant à ce point d'époque, nous permettent de marquer, comme une butte témoin, l'évolution des murs et la transformation du sens qu'il faut dorénavant donner à ce beau mot de République.

Leur raisonnement limpide a le grand mérite d'exprimer en quelques phrases ce que pensent les épistémologues français : la France est la fille aînée de la Science ; la Science doit rester absolument autonome, sans finalité autre qu'elle-même ; cette autonomie est garantie par l'Etat et ses institutions prestigieuses (dont l'Ecole normale !) qui, à leur tour, garantissent à l'Etat sa légitimité ; ainsi quand l'Etat français ordonne, c'est la rationalité scientifique et ses lois universelles qui s'expriment, et non plus de mesquins intérêts communautaires ou privés ; cette fusion de la Science et de la France permet de fonder la laïcité ainsi que " la morale républicaine qui se trouve dans l'éthique de la science ", la seule morale que nous ayons ; le tout permet d'assurer " le progrès " aujourd'hui contesté par des " litanies lamentables qui font l'ordinaire des sciences humaines ". Voici, d'après eux, notre tradition, celle qui vient en droite ligne de la Révolution, puis de la troisième République.

Ce qui surprend le plus dans ce bref rappel du dogme épistémologique-républicain, c'est le dernier paragraphe : il faut éviter " l'introduction subreptice des finalités " qui prétendraient conduire la Science pour des raisons qui lui seraient supérieures. Si les mots ont un sens, cela veut dire qu'il n'y a pas de " raison " au dessus de la Science et que celle-ci doit être laissée entièrement libre de définir ses fins, que c'est la seule garantie que nous ayons, nous autres français, de notre pacte républicain. D'où la stupéfiante conclusion : est " terroriste ", disent les auteurs, celui qui le conteste. À la " raison " on ne doit ajouter aucune recherche de " vertu " ! À ce compte, j'ai beaucoup d'amis terroristes –sans parler de Foucault et d'Althusser, qui furent les maîtres respectifs de nos deux auteurs

Lorsqu'on vit, comme moi, dans la cinquième République et dans le XXI^e siècle, on ne peut qu'être surpris de voir traité de " terroristes " ceux qui veulent ajouter des finalités à la Science. Car enfin, Monsanto et les autres firmes multinationales, ont bien des programmes de recherche, définies par des " finalités " explicites. Il en est de même du CNRS, de l'INRA, de Limagrain, de tous les chercheurs, ingénieurs et techniciens qui ont écrit des demandes de subvention, défini des buts pour leurs recherches, et qui ont su lier, de mille façons contradictoires, le sort de la France, des agriculteurs, des consommateurs, avec l'avancée de leurs expériences. S'ils n'avaient pas défini ces buts, s'ils avaient été incapables de les justifier, ils n'auraient pas été financés. Des centaines de milliers de personnes dans l'Etat et hors de l'Etat, font de la politique scientifique : ils raisonnent sur les directions que doivent prendre ou ne pas prendre les recherches. S'ils n'arrachent pas tous les jours des plants de maïs, ils déchirent tous les jours des centaines de projets de recherches qui ne verront jamais le jour parce qu'ils s'opposent à d'autres priorités. Sont-ils tous des " terroristes " pour autant ?

Bien sûr que non, mais pour obtenir des moyens de travail, chacun de ces groupes d'intérêt a écrit un scénario où se trouve esquissé une certaine définition des paysages, des paysans, des aliments, du marché mondial, de la génétique, du gène même. On peut dire que chacun s'est fait un petit cosmos. Chaque groupe propose en effet un monde dans lequel les autres sont invités à venir vivre. Or, ces propositions de mondes divergent les unes des autres non seulement dans leurs " aspects sociaux ", mais surtout dans leurs " aspects scientifiques ". Il n'est pas très étonnant qu'elles suscitent des réactions virulentes de ceux qui se trouvent ainsi mobilisés, surtout si on leur demande de modifier leurs habitudes alimentaires, leur définition du risque, leur lien à la terre, leurs relations avec les firmes agro-alimentaires, la manne des subventions européennes, et ainsi de suite. C'est justement, le rôle de la politique que de faire émerger de ces propositions antagonistes, un monde commun : une définition acceptée de ce qu'est l'agriculture, la recherche, l'alimentation, la génétique, l'Europe de demain.

Pour cette politique scientifique qui devient, chaque jour davantage, la politique tout court, il existe deux comportements insupportables. La première est celle des épistémologues d'Etat qui interdisent toute discussion puisqu'il y a d'un côté une modernisation indiscutable, républicaine, rationnelle et laïque, et de l'autre, des vandales obscurantistes qui sapent le pacte républicain, enterrent l'avenir et la France. La seconde est celle des habitués radicaux qui,

comme Bové et les siens vont, sans aucun mandat, saccager des laboratoires, interrompant les recherches nécessaires à l'établissement des seules preuves qui permettraient de nous convaincre collectivement de l'innocuité ou des dangers de telle ou telle innovation.

Toutefois, on doit faire entre les deux une grande différence : les premiers refusent qu'il existe une politique scientifique, pour eux il y a d'un côté la Science autonome, de l'autre la politique. Les seconds prennent des positions extrémistes, mais dans une enceinte qui est bien celle de la politique, la nôtre, où d'autres positions peuvent prendre place sans être aussitôt disqualifiées par l'ancienne accusation " d'irrationalisme ". Ils savent, eux, les arracheurs de maïs, que dans le mot République il y a le mot " chose ", que dans ces choses publiques à débattre collectivement, parfois violemment, il y a aussi les gènes, le climat, les virus et les moteurs diesel, et que ces objets-là composent aussi la France.

Si l'on veut retrouver " les formes policées de la tolérance " demandées par Ewald et Lecourt, il nous faut un pacte républicain qui ne soit plus fondé sur les certitudes rationnelles et progressistes des anciens coupeurs de tête et autres adeptes révolutionnaires des " coupures épistémologiques ". La nouvelle " chose publique " exige la recherche balbutiante de tous ceux qui doivent réinventer un monde commun fait de science et de politique, d'humains et de non-humains. Et puisqu'on invoque la laïcité, il serait peut-être temps, comme le demandait ironiquement Feyerabend, d'enfin " séparer la Science de l'Etat ". Quant à la France, espérons qu'elle a d'autres fondements que l'épistémologie !

La sagesse des vaches folles.

Le Monde 14 11 2000

Si le général de Gaulle, par l'une de ses tautologies dont il avait le secret, pouvait asséner : " La France sera toujours la France ", Jacques Chirac vient de l'imiter en s'écriant : " Les herbivores resteront dorénavant des herbivores ". Qu'on ne se moque pas : il s'agit, pour une fois de bonne politique –même si le procédé manque furieusement d'esprit démocratique. Naguère, il y avait d'un côté les paysages, les animaux, les territoires, bref une nature, et de l'autre, se détachant sur ces paysages, des humains dotés de droits, de volontés et d'intérêts, en bref une société. Les politiques représentaient les humains ; quant aux non-humains, ils se débrouillaient pour faire parler d'eux par l'intermédiaire des spécialistes : zoologues, géographes, agronomes, délégués syndicaux ou économistes. Les politiques d'un côté et les experts de l'autre, que chacun s'occupe de ses affaires, les vaches seront bien gardées. Sauf, bien sûr, quand elles sont folles –et c'est là que les choses deviennent intéressantes. Poussés par l'inquiétude publique, nos représentants ont pris position sur l'un des composants de la nature –et non plus de la société : les vaches mangent de l'herbe.

A l'ancienne division de la nature et des humains a fait place une proposition qui attache en un continuum unique des paysages, des éleveurs, des spécialistes des protéines, des amateurs de viande rouge, des chaînes de

magasin, et des vaches. Autrement dit, Jacques Chirac nous a proposé une cosmologie particulière qui lance des hypothèses aussi bien sur le goût des humains pour la viande que des vaches pour l'herbe. Mais bien sûr, cette cosmologie n'est pas seule en course : d'autres associations de vaches, d'herbe, de farine, d'industrie, de sojas américain et de consommateurs se profilent à l'horizon. Dorénavant, nous n'avons plus les experts qui proposent et les politiques qui disposent : nous nous trouvons face à des cosmologies distinctes qu'il faut apprendre à trier. Selon la forte expression d'Isabelle Stengers, nous sommes passés de la politique à la cosmopolitique.

La question n'est plus de savoir dans quelle société nous voulons vivre, mais aussi dans quel monde. Il n'y a plus un seul monde et des politiques, mais des mondes en lutte. Ou plutôt, l'ancien monde, simple cadre objectif pour l'activité humaine, est redevenu un cosmos qu'il faut prendre en charge par une politique adaptée. Je fais donc l'hypothèse que la panique de la vache folle n'a rien à voir avec une crainte de dangers nouveaux ou d'une recherche impossible de sécurité absolue. Beaucoup de bons esprits l'affirment, et je ne vois aucune raison de douter de leurs propos : jamais la nourriture industrielle que nous mangeons n'a été plus sûre, plus surveillée, plus traçable, plus goûteuse même qu'aujourd'hui. Et de toutes façons, la mère de famille qui s'indigne qu'on " serve encore " un steak haché dans la cantine de son fils, franchira joyeusement un feu rouge, mettant en danger la vie d'autrui de façon beaucoup plus directement criminelle que tous les acteurs de la chaîne du boeuf. Ceux dont on affirme qu'ils paniquent face à leur tournedos, prennent tous les jours des risques infiniment plus grands, lorsqu'ils se marient, empruntent, enfantent, plantent, fument ou conduisent. Comme l'a bien vu le sociologue Ulrich Beck (dont on attend toujours la traduction de ses livres en français), " la société du risque " dans laquelle, selon lui, nous vivons, n'est pas une société dans laquelle on risque davantage, bien au contraire, mais une société qui refuse absolument que les objets industriels ou scientifiques soient isolés de l'exigence de démocratie.

Ce qui choque dans l'affaire de la vache folle n'est pas le risque alimentaire seulement, mais la décision prise jadis de nourrir les vaches avec des déchets animaux, sans que personne, sinon les spécialistes, en aient décidé. Si les associations de consommateurs avaient participé à cette décision, l'auraient-ils acceptée ? Et ce qui choque encore dans la décision récente du premier Ministre, c'est qu'on inonde maintenant la douce France de centaines de milliers de tonnes de farine animale, sans qu'on ait demandé l'avis de quiconque –sauf, encore une fois, des experts. La nouvelle visibilité des risques nous oblige à prendre en compte les tenants et les aboutissants de tous les non-humains avec lesquels nous partageons dorénavant notre existence, veaux, prions, vaches, gènes et couvées. Mais ce qui rend la nouvelle politique difficile à discerner, c'est que nous nous obstinons à maintenir distincts le travail des experts et celui de la décision politique. Cette antique division des tâches rend impossible aussi bien le rôle des spécialistes –devenus de nouveaux boucs émissaires– que celui des politiques –obligés tantôt de suivre servilement les premiers, tantôt d'ignorer leurs avis au risque de revenir à un dangereux obscurantisme. C'est tout l'enjeu du désormais fameux " principe de précaution " lequel, selon les interprétations qu'on en donne, peut amener à une paralysie générale –la suspicion contre les politiques s'étendant à tous les experts– que déboucher sur une

cosmopolitique enfin ajustée au nouveau monde dans lequel nous sommes tous appelés à nous débattre.

La solution repose, d'après moi, dans l'introduction d'une autre division des tâches, non plus entre " évaluation des risques " –laissée aux experts– et " gestion du risque " –abandonnée aux politiques–, mais entre deux fonctions de la vie publique que rien ne doit venir confondre : celle de la prise en compte d'une part, celle d'ordonnancement de l'autre. Le public n'exige pas de vivre une vie dénuée de tout danger, mais il veut, et c'est son droit, participer avec les experts et avec les politiques à l'évaluation des risques ; et il veut aussi, et c'est encore son droit, participer avec les experts et avec les politiques à la décision finale sur la hiérarchie des risques. Ce n'est plus seulement l'autonomie des spécialistes qu'il faut assurer, mais l'autonomie de toute la fonction de prise en compte : toutes les voix doivent se faire entendre, celle de mes voisins, éleveurs du Bourbonnais, aussi bien que celles des vaches et des amateurs de viande rouge. Mais une fois la prise en compte assurée, il doit être possible de choisir une cosmologie au milieu de toutes ses concurrentes, de décider d'un monde possible au milieu de tous les mondes possibles, et cette décision, ce n'est pas aux politiques seuls de l'assumer en " tranchant " souverainement –et le plus souvent arbitrairement– parmi les avis nécessairement contradictoires des experts. Ceux qui se plaignent que la politique soit devenu introuvable, oublient que chaque fois que nous franchissons un feu rouge, achetons du porc au lieu de boeuf, allumons une cigarette, réglons un thermostat, contribuons au Téléthon, prenons le train, nous arbitrons entre des mondes possibles, nous prenons position dans un conflit de cosmologies. Aux journalistes, aux politiques, aux spécialistes, aux intellectuels de nous offrir, à la place de l'impossible débat entre experts et politiques, une représentation lisible de ces choix de mondes. Alors peut-être, les vaches folles et ceux qui sont morts d'en avoir mangé, n'auront pas été sacrifiés en vain.

Prenons garde au principe de précaution

Le Monde 3 1 2000

Si nous n'y prenons pas garde, le principe de précaution, invention aussi utile que fragile, va se banaliser au point de se confondre avec la simple prudence. Bientôt les parents ne diront plus: "Attention en traversant la rue" mais "Applique le principe de précaution en regardant à gauche puis à droite". Quant au petit Chaperon Rouge on lui recommande vivement, s'il tient vraiment à faire lit commun avec sa Mère Grand, de penser au principe de précaution avant de prendre les dents du loup pour le dentier de son aïeule' Non, décidément s'il fallait un synonyme à la prudence, ce n'était pas la peine d'inventer un terme aussi pédant –"faire gaffe" aurait bien suffi. C'est que l'émergence de ce principe renvoie à tout autre chose qu'à la sagesse millénaire: il rompt le lien traditionnel entre l'expertise et l'action. S'il fallait naguère "savoir avant d'agir", il convient dorénavant d'agir sans se reposer sur les certitudes du savoir. Le principe de précaution est donc l'exact contraire de la prudence: celle-ci demandait de s'abstenir faute de connaître tous les tenants et les aboutissants d'une action; celui-ci exige que l'on agisse pour d'autres raisons et selon d'autres critères que la connaissance précise

des causes et des conséquences, même lorsqu'il s'agit d'imbroglios de sciences et de techniques. L'affaire de la vache folle offre une bonne illustration de ce contraste. On a voulu voir dans la décision du gouvernement de maintenir l'embargo sur les viandes britanniques, une preuve de l'application de ce fameux principe. On affirme en effet que, puisque les scientifiques de l'Agence indépendante pour la sécurité alimentaire avaient émis des réserves sur l'innocuité des procédés anglais, le Gouvernement devait "en application du principe de précaution" maintenir l'embargo. Les chercheurs émettent des doutes donc le gouvernement maintient ses réserves. Si c'est le cas, on ne voit pas très bien ce que les politiques ajoutent à l'intervention des scientifiques. Pour comprendre qu'il ne peut s'agir là d'une application du principe de précaution, il suffit d'imaginer ce que le gouvernement aurait fait si les experts avaient déclaré que les viandes étaient sans danger: grandement soulagé de ne pas avoir à se brouiller avec Mr Blair, le gouvernement aurait autorisé à nouveau les importations. Dans les deux cas, par conséquent, le politique est à la remorque du scientifique. Même si l'on maintient la fiction que les chercheurs proposent et que les politiques disposent, on n'imagine pas une seconde de découpler la décision du savoir qui la précède. Le véritable test eut été d'entendre le gouvernement, après qu'il ait recueilli l'avis des scientifiques affirmant l'existence probable bien que non quantifiable d'un danger, décider qu'il était bien préférable de s'allier les Anglais, au risque de perdre quelques mangeurs de beefsteak. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le principe eut été appliqué à la lettre: "l'incertitude sur les résultats scientifiques ne doit pas empêcher de prendre des mesures."

Pour se justifier, le premier ministre a expliqué aux Anglais que leurs voisins français avaient été tétanisés par l'affaire du sang contaminé et qu'il ne pouvait donc pas se permettre de mettre à nouveau en danger la santé publique. Voilà une réponse qui ressemble fort à l'histoire d'Epaminondas, lequel suivait toujours les conseils de sa maman mais avec un temps de retard. S'il est bien vrai que l'histoire tragique du sang contaminé aurait été en partie évité si l'on avait fait usage du principe de précaution, c'est justement parce que, là encore, les politiques, à la remorque des chercheurs, attendaient pour agir de recevoir des certitudes absolues sur la gravité du danger et sur la fiabilité du test. Dans ce cas aussi, par conséquent, il fallait agir (interdire les collectes) sans attendre les certitudes. Tirer les leçons de l'affaire du sang contaminé ne signifie donc pas que l'on doit devenir soudain pusillanime après avoir été arrogant, mais découpler la décision politique collective du travail de recherche des scientifiques. La vie publique doit s'habituer dorénavant à cohabiter non plus avec des savants qui tranchent par la certitude indiscutable de leurs avis, mais avec des chercheurs caractérisés justement par l'incertitude et le caractère controversé de leurs résultats provisoires. La démocratie y gagnera; les sciences également. Le principe de précaution n'a rien à voir avec l'inaction et rien non plus avec l'action précautionneuse. Il est au contraire tout entier dirigé par une nouvelle urgence de la décision. Derrière le principe de précaution se cache en réalité une réorganisation profonde de la vie publique: en passant outre à l'avis de l'Agence indépendante, le gouvernement n'aurait en aucun cas délégitimé les avis de ces chercheurs, comme on l'a dit à tort. Rien n'empêche en effet, une fois prise la décision de suspendre l'embargo, de mettre en place les procédures permettant d'amplifier encore les moyens dont les chercheurs disposent, des deux côtés de la Manche, pour alerter le gouvernement. Décider que l'on prend le risque n'interdit pas, bien au contraire, de multiplier

les moyens de le mesurer. Ce qui est stupéfiant, c'est qu'il ait fallu attendre l'émergence de ce principe pour penser à nouveau une telle évidence: au lieu de feindre de croire que l'action suit toujours le savoir ou reste suspendue tant que celui-ci est incertain, mieux vaut faire comme si les deux tâches, celle d'alerte et celle de décision, étaient non seulement parallèles, mais encore complémentaires. Telle est la leçon de ce célèbre principe: la vie publique marche sur deux jambes et non pas à cloche pied. Elle a autant besoin de maintenir la perplexité que de prendre des risques en clôturant la discussion. En banalisant le principe de précaution, nous raterions la chance de penser enfin la politique en situation d'incertitude scientifique.

La nouvelle querelle des universaux (avec T Nathan et I Stengers).

Le Monde 3 2 2000

Une histoire belge affirme que pour s'enrichir il suffit d'acheter un Français à sa valeur et de le revendre à celle qu'il croit avoir. Si la blague est aussi juste que vacharde c'est que les Français ont toujours hésité sur l'origine de leur identité. Après s'être longtemps pris pour les représentants chéris de l'humanité voici qu'ils se mettent à douter d'eux mêmes : un événement considérable les oblige à confronter leur définition bicentenaire de la République à une autre définition, elle aussi universelle, elle aussi globale, elle aussi émancipatrice, celle de la mondialisation. Pendant que certains continuent de chasser le foulard islamique des écoles au nom de la lutte contre les appartenances, d'autres (ou parfois les mêmes) célèbrent le courage des José Bové qui luttent contre l'hydre de la mondialisation en créant de nouvelles appartenances locales. Il y a donc maintenant deux universaux au lieu d'un. Nouvelle querelle des universaux qui, en rendant plus difficile la définition de l'identité française, offre une chance unique d'en donner une formulation mieux ajustée au siècle qui vient.

Jusqu'ici, l'universalité rêvée de la République intégratrice suffisait à niveler toutes les différences. Ce mythe frisait parfois le chauvinisme (" Tout homme a deux patries, la sienne et la France ") mais proposait aussi un exemple généreux de mobilisation et d'intégration. Vivre en République permettait d'affirmer hautement le caractère artificiel, construit, volontaire, voire volontariste, de toute forme d'identité. Contre les efforts traditionnels pour naturaliser l'appartenance, pour l'ancrer dans le sang et le sol, un républicain français pouvait toujours répondre fièrement : " Est français qui veut ! ".

Les historiens toutefois n'ont pas manqué de signaler l'étrangeté de cette revendication. Sa générosité même l'entraîne vers un ethnocentrisme que peu d'autres pays ont imité : la République française se confondrait avec le destin de la Raison et avec l'avenir de l'humanité, rien de moins. N'est-ce pas le sens de l'ambitieuse mais contradictoire formule de " patrie des droits de l'homme " ? Ce serait par une simple injustice du sort que le dessin de l'Hexagone enfermerait la France : en droit, aucune autre enveloppe ne saurait la borner sinon la Raison ; en aspirant à devenir français, l'immigrant n'aurait pas d'autre souhait que de devenir rationnel. D'où le talon d'Achille de l'identité française : si, par les hasards de l'histoire, France et Raison cessaient de se confondre, il n'existerait plus aucune appartenance de rechange, à moins de nier violemment le grand mythe mobilisateur de la

Raison universelle.

Or, voici que depuis vingt ans, une autre révolution, une autre raison, un autre appel à l'émancipation viennent exiger des Français qu'ils s'arrachent à leur appartenance douillette et deviennent enfin des humains normaux, rationnels, libérés et efficaces. Sous le nom de libéralisme, un autre universel exige son dû. Ce qu'ils avaient fait au reste du monde, voici que les Français le subissent à leur tour : " Abandonnez vos traditions et vos identités archaïques pour accéder enfin à la Raison. Devenez citoyens du monde ! " – " Mais nous l'étions déjà' du moins nous le croyions " répondent les Français en soupirant, pris soudain à contre pied. Certes, toutes les nations subissent le même appel mais aucune n'avait eu l'audace de se prendre auparavant pour " la fille aînée de la Raison " ! Chacune a des identités accessoires, des histoires de rechange, des appartenances en réserve. Ayant tout misé sur l'effacement des différences, la France subit seule un complet déchirement s'il faut changer d'universel et passer toute entière de la Raison laïque et républicaine à ce mélange de lois économiques, de darwinisme social, d'américanisme culturel, de cognitivisme et de droit des contrats anglo-saxons réunis sous l'étiquette de mondialisation.

Comment réagissent les Français devant ce conflit cognitif ? Certains seront tentés d'ethniciser quelque peu leur République. Fleurissent alors des expressions qui auraient troublé aussi bien Robespierre que Jaurès: celle d'exception culturelle, de service public " à la française ", de défense des terroirs et même une étiquette, nouvelle en politique, de " souverainiste ". Voici qu'après avoir passé deux siècles à moquer les appartenances culturelles, ridiculiser les traditions archaïques, laminer les différences de patois, de terroirs, de mesures, vanter de mille façons et par mille procédures l'unification du monde et le règne universel de la Raison, les mêmes Français reconnaissent des vertus à " la défense de l'identité ".

Il y a là un piège redoutable : en s'ethnicisant mollement la France se perdrait sans rien conserver. D'où le triple choix actuel : ou elle devient une culture parmi d'autres (sans comprendre qu'aucune nation n'a jamais été une nation " comme les autres ") mais alors elle rompt avec son histoire ; ou elle change d'universel et passe avec armes et bagages au service de la mondialisation ; ou enfin elle va jusqu'au bout du conflit cognitif, philosophique, politique, épistémologique, dans lequel elle s'est plongée tête baissée. Son étrange idéal qui attirait les étrangers (tout en les irritant quelque peu) n'a de sens que s'il est à nouveau risqué sur la table de jeu : la position défensive ne lui sied pas.

Nous affirmons que ce débat doit être repris sur des bases nouvelles et que ceux qui l'écartent au nom d'une République française déjà constituée représentent un danger aussi grand que ceux qui prétendent ethniciser la France. En refusant la discussion sur la nature de la Raison, sur les dégâts de l'intégration, sur la complexité des procédures pour composer une République qui soit vraiment la chose commune, la res publica, ils rendent impossible sa résolution progressive et laissent le champ libre à la fois au libéralisme et à la culturisation, c'est-à-dire aux deux formes de dissolution de la France.

Depuis la nouvelle querelle des universaux, nous pensons que la véritable

ligne de front ne passe plus entre les républicains et les anti-républicains, entre les intégrateurs et les communautaristes, entre les universalistes et les localistes –puisque'il existe désormais deux universels. Elle passe dorénavant entre ceux qui font comme s'il n'y avait pas de problème, comme si la République pouvait se survivre à elle-même en serrant les dents, en continuant comme avant dans l'espoir fou qu'elle va résister à la fois aux libéraux et à leurs ennemis, et ceux qui, d'un autre côté, veulent repenser le lien étrange, imaginé par la tradition française, entre l'appartenance et la raison.

Il ne manque pas de domaines où se trace aujourd'hui dans la douleur le nouveau combat entre vrais et faux républicains. Chacun d'entre nous trois est assis sur l'une ou l'autre de ces zones de fracture, et parfois très inconfortablement. La politique des drogues a longtemps donné en France l'exemple même d'un faux débat rempli d'arguments-paniques où il y allait du Sujet ainsi que du respect de l'Interdit comme seule possibilité du lien social, ce qui a longtemps rendu impossible la recomposition progressive, avec les usagers de drogue eux-mêmes, de l'universel dont ils mettaient à l'épreuve une formulation particulière.

L'affaire Sokal offrait il y a peu un autre exemple édifiant. On avait voulu construire une gigantomachie entre les Lumières de la raison universelle de la science et l'obscurantisme auquel menait tout droit le relativisme –les républicains se croyant obligés de rejoindre le camp des sokalistes pour éviter de tomber dans les horreurs de la " construction sociale ". Faux combat dont le piège fut vite éventé : le lien des sciences, des cultures, des politiques et des nations, dès qu'on le rend un peu plus complexe, permet de reconstituer une tout autre histoire des sciences et, partant, une tout autre distribution entre lumières et obscurités.

L'ethnopsychiatrie offre un troisième exemple : elle est souvent présentée comme un choix entre l'inconscient freudien (unanime et scientifique) et la sombre prison de l'appartenance à la seule culture. Or elle commence à dessiner un tout autre défi. On ne se sent bien que dans ses meubles : ne demandons pas aux migrants d'habiter la République sans en avoir –au moins autant que ceux qui les y ont précédés– aménagé l'intérieur et remodelé l'extérieur. Comment faire pour parler de l'appartenance au genre humain sans disqualifier les autres formes d'attaches censées emprisonner le citoyen dans ses particularités locales? Refuser ce défi serait désastreux. S'il fallait accepter que, comme l'affirme une psychanalyste bien connue, " sans inconscient freudien il n'y a pas de République française ", on condamnerait l'universel républicain. Il n'est pas fondé sur un savoir mais n'existe qu'en acceptant l'épreuve que lui impose son propre artifice : la perpétuelle réinvention par laquelle, aujourd'hui comme hier, une Belge comme un Sénégalais pourraient s'exclamer " J'ai deux patries' " – deux et non pas une !

Oui, il y a bien deux camps, mais ils opposent ceux qui ont abandonné l'idéal républicain en faisant comme si le chemin qui mène du local au global était repéré et balisé une fois pour toutes, et ceux qui, reprenant cet idéal à leur compte, ont décidé d'explorer à nouveaux frais les chemins qui permettent de composer le monde commun, ce qui les oblige à douter aussi bien de l'ancienne définition de l'identité locale que de l'ancienne définition de

l'universel –maintenant partagée en deux formes incommensurables.

Par un paradoxe qui n'étonnera pas ceux qui connaissent l'histoire intellectuelle de ce pays, les rentiers de l'universel accusent de trahison ceux qui prétendent recomposer de bas en haut la République ; ils accusent d'irrationalisme (sans reculer parfois devant les armes de la diffamation et de la campagne de presse) ceux qui défendent les droits et les exigences du travail de la raison ; ils accusent de mépriser la tradition française ceux qui insistent sur le caractère construit, artificiel, volontaire, relatif et donc précaire, fragile et provisoire, toujours à reprendre, de la chose publique " à la française ".

Or, depuis qu'il y a deux universels au lieu d'un, tout est à remettre sur le métier : la France, le genre, la parité, l'identité, le service public, l'économie, l'appartenance, la communauté, l'inconscient, la laïcité, la religion et bien sûr les sciences dans leurs liens avec la politique. Ni le dénigrement, ni la frappe préventive par l'interdit moral ne permettront d'avancer –à moins qu'on se résigne à reconnaître la France comme une exception culturelle sur fond de libéralisme mou. Nous pensons au contraire que, grâce à la nouvelle querelle des universaux, la vénérable tradition française redevient aussi intéressante à vivre que bonne à penser. Si la modestie lui sied mal ce n'est pas seulement de l'arrogance, comme le suggère la blague belge, mais parce qu'elle hérite d'une aventure bien étrange : la construction artificielle d'une appartenance dont elle ne peut se satisfaire qu'en la remettant continuellement au travail.